

Offre n°261871

Informations générales

Etablissement : 0640251A – UNIVERSITE PAU

Numéro dans le SI local : MC0843

Corps : MAITRE DE CONFERENCES

Article de référence : 26-I-1°

Section(s) : 01 - Droit privé et sciences criminelles

Etat du poste : Vacant

Calendrier du poste

Type de campagne : Synchronisée

Date de prise de fonctions du poste : 01/09/2026

Date de publication du poste : 03/03/2026

Ouverture des candidatures : 03/03/2026 10:00, heure de Paris

Clôture des candidatures : 03/04/2026 16:00, heure de Paris

Profil du poste

Description du poste (Français) : Le profil recherché est celui d'un juriste privatiste spécialisé en droit des contrats et droit des affaires à l'international, avec un rattachement scientifique dans une unité de recherche de droit européen.

Description du poste (Anglais) : The ideal candidate will be a private law specialist in contract law and international business law, with an academic affiliation to a European law research unit.

Domaine(s) et sous-domaine(s) de recherche EURAXESS : Private law - European law - Juridical sciences - Other

Enseignement

Composante principale : COLLEGE EEI

Adresse : 0

Complément d'adresse : 0

Code postal : 64100

Ville : BAYONNE

Pays : FRANCE

Recherche

Laboratoire(s) : 199914321A - EA - 3004 - CDRE - CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES EUROPEENNES - 0640251A

Coordonnées du service – contact(s) établissement

Nom du service : Service des personnels enseignants

Adresse électronique générique : drh1@univ-pau.fr

Numéro de téléphone : +33559407000

Contact : Mme CURSENTE Béatrice

Adresse électronique : beatrice.cursente@univ-pau.fr

Numéro de téléphone : +33559407042

Informations pratiques

Lien : <https://organisation.univ-pau.fr/fr/recrutement/recrutement-des-personnels-enseignants-chercheurs-postdoc/concours-enseignants-chercheurs.html>

Informations complémentaires

Enseignement :

Département d'enseignement : Collège 2EI - CIF Licence Droit/Licence DEGI et CIF Master Etudes européennes et internationales

Lieu(x) d'exercice : Bayonne (Campus de la Nive)

Nom directeur département : Mme Mathilde Laporte (CIF Licence Droit) et M. François-Vivien Guiot (CIF Master Droit)

Tel directeur dépt. : 05 59 57 41 04 et 05 59 57 41 25

Email directeur dépt. : mathilde.laporte@univ-pau.fr et francois-vivien.guiot@univ-pau.fr

URL dépt. : <https://formation.univ-pau.fr/fr/catalogue/licence-XA/licence-droit-L3VCUVTL.html>

<https://formation.univ-pau.fr/fr/catalogue/master-XB/master-mention-etudes-europeennes-et-internationales-L3WPOG7J.html>

Descriptif enseignement : Poste rattaché à la Double Licence Droit Économie Gestion à l'International

Dans le cadre de la création de la Double Licence Droit Economie Gestion à l'International (DEGI), en 2023, des enseignements disciplinaires en droit à dispenser en langue anglaise ont été créés. Pour la spécialité droit pénal international, un MCF a été recruté en 2024 (01 pénaliste).

Pour l'autre branche de spécialité de la formation, le Droit des affaires à l'international, il est proposé de recruter un MCF, relevant de la section 01 (Droit privé) spécialisé en droit des affaires, et capable d'assurer les enseignements en anglais. Des publications ou une expérience d'enseignement en droit fiscal international pourraient être valorisées.

Type d'enseignements visés :

- International Trade Law
- International Business Contracts
- International Tax Law
- Banking and financial Law

Descriptif recherche

Lieu(x) d'exercice : Collège 2EI – Centre de documentation et de recherches européennes (CDRE – UR 3004) – Bayonne (Campus de la Nive)

Nom directeur labo : Mme Géraldine Bachoué

Tel directeur labo : 05 59 57 41 10

Email directeur labo : geraldine.bachoue@univ-pau.fr

URL labo : <https://cdre.univ-pau.fr/fr/index.html>

Descriptif labo : Le Centre de documentation et de recherches européennes (CDRE – UR 3004) est le laboratoire de rattachement du poste. Il est intégré au Collège « Études Européennes et Internationales » de Bayonne, qui constitue l'une des composantes de l'UPPA.

En tant que laboratoire spécialisé dans les questions européennes et transfrontalières, le CDRE a besoin de disposer d'une stratégie et d'une animation de la recherche qui touche aussi bien le droit public que le droit privé. La politique scientifique du CDRE s'articule autour d'une série d'axes de recherches prioritaires, dont la vocation est de constituer autant de points d'entrée institutionnels et

matériels d'un même objet d'étude ; parmi ces axes, le CDRE a pour objectif scientifique d'accroître le développement de quatre thèmes prioritaires :

- Thème 1 : « Espace de liberté, de sécurité et de justice »
- Thème 2 : « Intégration européenne »
- Thème 3 : « Droit(s) et Sécurité »
- Thème 4 : « Frontières, Territoires et Coopérations ».

Ce développement passe par la publication d'articles scientifiques, l'organisation de colloques ou d'événements scientifiques, la mise en place de projets scientifiques avec des partenaires publics comme privés, universitaires ou non, nationaux ou étrangers, mais aussi une diffusion de la recherche, élément de plus en plus pris en compte dans les évaluations internationales. Il passe également par l'existence de trois Chaires, qui lui sont rattachées : une Chaire IUF sur la puissance européenne ; une CPJ sur la sécurité alimentaire ; une Chaire internationale sur l'Europe souveraine (en cours d'achèvement).

L'action du CDRE se caractérise par un travail en réseau, qui en structure l'organisation, d'un point de vue méthodologique comme matériel, permettant de s'enrichir de cultures et méthodes scientifiques différentes. Le CDRE partage ainsi son expertise avec d'autres laboratoires de recherches, français et européens, positionnés sur les mêmes axes scientifiques. Par exemple, le CDRE est un membre fondateur du réseau régional de recherche (R3) « Europe, Droit & Action Publique » (EDAP), qui avait été labellisé Centre d'excellence Jean Monnet. Il est également chef de file, pour le compte de l'UPPA, dans la mise en place de « l'Euro-Institut Pyrène », institut universitaire de coopération transfrontalière à l'échelle du Massif Pyrénéen.

Fiche HCERES labo : Lors de la dernière évaluation du laboratoire, le HCERES a reconnu que le CDRE était « une unité de recherche reconnue, tant sur le plan national qu'à l'échelon européen. La production scientifique des membres de l'unité est continue et de qualité ». Les experts ont également relevé que l'équipe était l'une « des plus performantes en France et en Europe sur la thématique de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice », pour laquelle elle possédait « une véritable expertise » et jouissait « d'une reconnaissance incontestable ». Le projet présenté par l'unité pour la période 2021-2026 est apparu par ailleurs « réaliste et raisonnable » grâce au maintien d'une spécialité principalement orientée vers les thématiques « qui font sa force et son identité », allié à la continuité de la participation du CDRE à des réseaux de recherche très actifs, ce qui a été jugé « de nature à assurer la pérennité de son rayonnement scientifique ».

Descriptif projet :

Le laboratoire d'accueil cherche aujourd'hui à développer certains aspects de droit privé, le droit européen constituant une source désormais essentielle de ce droit.

L'équipe actuelle, qui travaille déjà sur le droit du marché intérieur, a besoin d'appui dans le domaine du droit des affaires afin tant d'initier de nouveaux projets que de venir au soutien de recherches en cours.

Sont tout particulièrement attendues des compétences en droit des contrats. Plusieurs des axes de recherche du CDRE présentés plus haut nécessitent de nouvelles investigations ou des recherches complémentaires dans les champs suivants :

- L'harmonisation en cours du droit des contrats d'affaires, réalisée par différentes directives (vente de biens, services, clauses abusives dans les contrats B2B, retards de paiement dans les transactions commerciales).
- Droit de la concurrence : le contrôle des pratiques anticoncurrentielles porte pour l'essentiel sur des « accords » (ententes, réseaux de distribution, accords de coopération, etc.).
- Le contrat en tant qu'instrument de la transition écologique, spécialement les accords dits de « durabilité », par exemple en agriculture, dans leurs rapports avec le droit de la concurrence, mais aussi les obligations réelles environnementales, les « contrats pour la réussite de la transition écologique » (CRTE).
- Le contrat en tant qu'outil de coopération territoriale et transfrontalière.
- Les stratégies contractuelles des entreprises, sur lesquelles travaillent au demeurant les étudiants de Master inscrits dans le parcours « droit européen des affaires et du numérique », associés à des journées de formation à la recherche.

Des compétences en matière de contrats commerciaux internationaux seraient également appréciées, comme, plus largement, dans le champ du droit du commerce international.

Moyens :

Un bureau et du matériel informatique sont mis à la disposition de la personne recrutée au sein du CDRE. Le CDRE dispose également d'une salle de documentation, avec un accès à un fonds documentaire important, y compris des revues en ligne.

Autres informations :

La maîtrise de l'anglais est un prérequis. La possibilité de travailler en espagnol serait un atout supplémentaire.

Mots-clés

Droit européen, droit des affaires, droit des contrats